Revue UTR 56 n°8:Mise en page 1 25/06/2020 18:21 Page 1

Retraités du Morbihan

S'engager pour chacun
agir pour tous

Cfdt:

Trimestriel des adhérents de l'Union Territoriale CFDT des retraités

GRAND DÉBAT NATIONAL

Pour défendre un pacte écologique et social la CFDT s'engage avec 18 autres organisations environnementales, de solidarité et d'éducation, mutuelles et syndicales

(page 3)

Election européenne le 26 mai 2019

C'est l'élection de tous les dangers ! N'oublions pas, au moment de voter, que les populistes et autres nationalistes de tous poils ont un objectif, rendre l'Union inopérante et s'attaquer à son existence !

Rappelons-nous que c'est pour mettre fin au fascisme, au nazisme et autres dictatures, aux guerres, conséquences de la montée des populismes et des nationalismes, que l'Union Européenne a été mise en place !

(dossier pages 8, 9 et 10)

n° 8 avril-mai-juin 2019

éditorial

Face à l'actualité dite «des gilets jaunes» , notre revue CFDT ne peut pas rester muette. Nous en avons débattu lors de nos dernières réunions d'Unions Locales et Territoriale. Nous traitons ce sujet dans l'éditorial de ce trimestre.

Dans une publication, l'éditorial est l'élément qui engage politiquement. Il est aussi «la ligne» de l'organisation qui édite la revue. Pour lui donner plus de poids il est signé collectivement par le Comité de Rédaction. Il est donc le reflet de l'analyse que font les retraités CFDT du Morbihan de la situation actuelle. Sur deux pages, il est constitué de plusieurs éléments.

Le Comité de Rédaction

Nos adhérents sont souvent désarçonnés par les prises de position des uns et des autres !

Une adhérente du Morbihan nous a écrit pour expliquer les raisons de sa démission.

Voici quelques extraits de sa lettre. Nous les avons choisis neutres, pour préserver son anonymat.

Extraits : « ... en désaccord avec la déclaration du 6 janvier de Laurent Berger sur France-Inter à propos des gilets jaunes... je ne veux plus adhérer à la CFDT... le mépris exprimé dans les paroles de ce responsable syndical... qui... engage ses adhérents. Quand il appelle à arrêter « d'être naïfs et irresponsables » face à des gens qui veulent « renverser la démocratie », de qui parle-t-il et à qui parle-il ?... se révèle-t-il incapable d'analyser ce mouvement... Les gens modestes sont comme nous... aigris jusqu'au jour où l'occasion se présente de sortir cette rancœur sous forme de révolte.

On nous abreuve continûment d'informations et d'images sur la belle réussite d'une classe ... Faut-il s'étonner que le public, subjugué par tant de splendeur, ne veuille pas un jour réclamer sa part ?... Il est évident que les insultes, les menaces, les coups, les déprédations, les violences, les injures et les comportements racistes sont inacceptables. Faut-il pour autant, jeter tout...? »

Une adhérente

édito

Quelques éléments de réponse

Une première mise au point : Laurent Berger ne défend pas ses positions mais celles de la CFDT, même si quelques militantes ou militants ne sont pas toujours d'accord, comme le dit notre ex-adhérente, il les engage et c'est tout à fait normal. Si les déclarations de notre secrétaire général ne nous engageaient pas, quel genre d'organisation serions-nous ? Le ton de Laurent n'est pas méprisant, dans une émission en direct, il dépend beaucoup du ton des questions des journalistes !

Il est maintenant certain que parmi les manifestants, il y en a qui sont d'extrême-droite. Dans les premières manifestations, ce n'était pas évident pour tout le monde car ils avançaient « masqués ». Aujourd'hui, ils le revendiquent. Comme le dit Laurent, ne soyons pas naïfs ! Dénoncer les manipulations ne veut pas dire que la CFDT accepte que certains ont du mal à vivre, alors que d'autres roulent sur l'or. D'ailleurs, il n'y a qu'à regarder les priorités revendicatives de la CFDT. Ses militants se battent contre les bas salaires, les petites pensions, contre le chômage, contre la vie chère, contre les fermetures d'usines, pour les conditions de travail et de santé...

Alors ? C'est aller trop vite de dire que la CFDT est à côté de la lutte !

Le Comité de rédaction

COMMUNIQUE CFDT

Attaques de locaux CFDT en régions Des dérives qui doivent être condamnées

Dans le prolongement des manifestations du 5 février, la CFDT a été la cible d'insultes et d'attaques contre ses locaux et, plus grave, contre ses militants, à Marseille et à Dijon. A Dijon, les auteurs de ces troubles étaient même cagoulés.

Ces dérives fascisantes doivent être fortement condamnées ; aucune divergence ni aucune colère ne peuvent justifier ces violences. La CFDT portera plainte pour que la lumière soit faite sur ces agissements intolérables.

La CFDT ne se laissera pas intimider et continuera de défendre l'intérêt des salariés et de faire vivre le débat démocratique.

L'ensemble de la CFDT exprime son soutien et sa solidarité avec les militants de l'Union départementale de Marseille et de l'Union territoriale de Dijon.

sommaire...

pages
2 et 3 Edito : la CFDT prend ses responsabilités
4 ULR Lorient : Parlons retraite - AG 2019
5 ULR Vannes : Galette des rois
Le coup d'gueule de papy
7
11

GRAND DÉBAT NATIONAL

Pour défendre un pacte écologique et social la CFDT s'engage avec 18 autres organisations environnementales, de solidarité et d'éducation, mutuelles et syndicales

Alors que la société civile organisée peine à se faire entendre par le gouvernement depuis le début du quinquennat, 19 organisations ont décidé de s'unir pour porter ensemble la convergence de l'écologie et du social.

Pour la première fois, elles s'engagent à faire front commun en défendant collectivement 66 propositions qui permettent à chacun le « pouvoir de vivre ». Ces 19 organisations portent ce pacte écologique et social dans toutes les instances de dialogue, à commencer par les quatre grandes conférences nationales du Grand débat qui se sont tenues à Paris du 11 au 13 mars et à la Marche pour le climat le 16 mars. Et ce n'est qu'un début…

Un objectif commun : ne plus dissocier les questions sociales et environnementales pour donner à chacun le pouvoir de vivre.

Un mode d'action : porter collectivement les 66 propositions du pacte écologique et social.

Un suivi sur la durée : l'observatoire du pouvoir de vivre.

Nous en reparlerons dans le n°9 de notre revue et rendez-vous dans six mois pour un premier bilan…

Les 19 signataires

- ATD Quart Monde - CFDT - CFTC
- La Cimade - La FAGE
- France Nature Environnement
- France Terre d'Asile - Fondation Abbé Pierre
- Fondation Nicolas Hulot
- Humanité et Biodiversité
- La Ligue de l'Enseignement
- Le Mouvement Associatif
- Mutualité Française - Les Francas
- Pacte Civique - Réseau Action Climat
- Secours Catholique - UNIOPSS - UNSA

édito

Un mouvement qui a perdu de sa crédibilité !

Ci-dessous l'avis de deux militants, anciens responsables nationaux de la CFDT, Gaby Bonnand et Jean-Louis Malys, qui ont toujours été à la pointe des luttes et n'ont pas leur langue dans leur poche !

(Extraits) « J'ai de plus en plus de mal à comprendre pourquoi des gens de gauche ont autant de mal à dénoncer les violences perpétrées par de nombreux gilets jaunes... D'un côté la violence serait le fait de gens minoritaires dans un mouvement qui serait « progressiste », de l'autre une violence d'État qui ne protègerait pas la démocratie et les institutions, mais les intérêts d'une clique au pouvoir, laissant presque supposer que ce pouvoir n'aurait pas plus de légitimité que les gilets jaunes.

... j'ai toujours considéré que l'expression du malaise social par le mouvement des gilets jaunes, que les revendications sur le pouvoir d'achat, la justice fiscale étaient totalement légitimes et je le redis.

... Que la présence d'extrémistes ne rendait pas pour autant illégitimes les revendications pour vivre décemment.

La baisse de la mobilisation a donné plus de poids aux extrêmes. Elle a conduit à un glissement du mouvement sur des revendications de type politique, comme la demande de démission de Macron.

Ce mouvement est devenu un mouvement politique factieux cherchant à déstabiliser la démocratie et les institutions. Il y a eu de nombreux actes en province en direction des institutions républicaines : la mairie de Rennes, la Préfecture du Mans et de Toulouse entre autres. Ces actes ne sont pas anodins. Ils visent des symboles républicains...

Cette violence c'est aussi ces attaques racistes contre le député de la 2ème circonscription du Val de Marne qui a reçu une lettre disant : « De quel droit un africain vient se mêler des problèmes de la France » ou encore « c'est la valise ou le cercueil », « on va te mettre une balle dans la tête ».

La violence est dirigée également contre les homosexuels. Sans oublier les actes antisémites qui se multiplient.

La violence est devenue la ligne directrice d'un mouvement dont les extrêmes ont pris la direction.

Ce mouvement n'a jamais orienté ses revendications en direction des employeurs. Aucun siège patronal n'a été attaqué !

Il est surprenant que certains y voient une remise en cause du capitalisme et de la mondialisation libérale.

A aucun moment il n'a remis en cause l'organisation et le fonctionnement des entreprises.

Il n'a pas dénoncé les salaires scandaleusement élevés des patrons du CAC 40, ni le versement de hauts dividendes aux actionnaires des entreprises au détriment de l'investissement, de la formation des salariés ou de la rémunération de ces derniers.

Jamais il n'a exigé que la richesse créée dans l'entreprise soit mieux répartie.

Il ne s'en est pas pris aux fermetures d'entreprises, ni à celles qui refusent de prendre en compte la pénibilité au travail, laquelle a des impacts importants sur la santé et la durée de vie en bonne santé.

A aucun moment ce mouvement s'en est pris au patronat qui exige en permanence des réductions de cotisations pour réduire les droits à la protection sociale.

Ce mouvement ne s'en prend pas aux dérives du capitalisme financier. Jamais il ne s'attaque aux racines des problèmes. ...

C'est pourtant dans les entreprises, lieux de création de richesse, que celle-ci doit être mieux répartie pour que les travailleurs aient des salaires décents, des conditions de travail optimum, des formations capables de les faire progresser.

Qui parlent de cela ? La CFDT ! Certainement pas les gilets jaunes qui se font une gloire de leur non appartenance syndicale... »

6 Congrès UCR - Les adhérents de l'UTR - Le forum seniors de Rennes
7 à 10 Dossier : L'Europe
11 et 12 Notre histoire, Charles Garrec

Une bonne adresse

Vous voulez prendre contact avec votre trimestriel préféré ? Pour le critiquer, le féliciter, lui donner des idées... Si vous êtes «branchés» : *revueutr56cfdt@free.fr*

ULR Lorient « Parlons retraite » …

C'est le thème abordé cette année lors des 3 rencontres de Secteurs de l'Union Locale des Retraités de Lorient : Guidel, Hennebont puis Lorient. Elles ont réuni plus de 70 adhérentes et adhérents soucieux d'en connaître un peu plus sur la réforme des retraites à venir.

Certes la Réforme n'est pas encore définie dans les détails, même si quelques bribes ressortent ici ou là du rapport de DELEVOYE. Mais la CFDT n'a pas attendu 2019 pour y réfléchir ! Des informations sont sorties les mois derniers. Entre autres le «VRAI-FAUX » le 11 octobre 2018 : « stop à la cacophonie ». Certains sont toujours visibles sur le site cfdt.fr (accessibles pour tout un chacun).

Une enquête nationale «PARLONS RETRAITE» s'est déroulée entre juin 2018 et octobre 2018. Plus de 120.000 internautes ont répondu à plus de 250 questions (la CFDT en attendait 50.000 !). Soit 14 millions de participations qui ont ensuite été travaillées puis restituées partiellement dans votre Magazine de la CFDT n°447 de novembre 2018.

Lors de nos rencontres de secteurs 2019, un montage diapo reprenait nos revendications rappelées dans un tract « Manifeste de la CFDT pour les retraites » de fin 2018.

Cinq grandes revendications : une solidarité universelle pour une répartition confortée, des droits personnalisés pour plus de justice sociale, l'égalité homme et femme, construire des droits nouveaux, améliorer la lisibilité du système par l'information et l'accompagnement.

Des résultats chiffrés extraits de l'enquête y étaient associés montrant que nos revendications sur le sujet correspondent à ce que souhaitent ceux qui ont participé à cette enquête (54% de femmes – 46% d'hommes ; 44% de salariés du privé, 23% d'agents publics, 23% de retraités, 40% de syndiqués à la CFDT …).

Un débat intéressant selon les retours de ces trois après-midis !... À voir pour la suite de l'une des réformes importantes de cette période.

Hervé Becdo

Assemblée générale annuelle 2019

L'Union Locale des Retraités CFDTde Lorient vous invite à son assemblée générale annuelle 2019, mardi 14 mai à l'Espace Les Grands Larges, 25 Avenue Charles de Gaulle à Lorient. Chacun recevra une invitation détaillée à la fin du mois d'avril prochain pour l'inscription au repas.

Statutaire et traditionnelle, cette assemblée générale est le moment important où tous les adhérent(e)s sont invités à entendre le rapport d'activité de l'année écoulée, le rapport d'orientation des mois à venir, le rapport financier de leur ULR.

C'est aussi l'occasion de rejoindre le Conseil syndical de l'ULR Lorient qui contribue à faire vivre notre section de retraités. Pour cela, une feuille annexe (celle de l'inscription au repas qui sera pris sur place) vous invite à retourner votre candidature pour faire partie de ce Conseil. Cette année, le Secrétaire général et le Secrétaire adjoint ne se représenteront pas pour un nouveau mandat aux postes qu'ils occupent depuis près de 10 ans. Une équipe nouvelle naîtra de cette AG 2019 .

Le sujet du débat de la matinée sera « Pas de transition écologique sans justice sociale ». La CFDT n'a pas attendu le mouvement des « gilets jaunes » pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales. Elle nous a rappelé ses attentes, ses revendications par la publication d'un texte clair et précis en novembre dernier.

Rappelons en les grands axes : pour un meilleur pouvoir d'achat, pour plus d'égalité entre les citoyens et les territoires, pour une transition écologique juste … Tels sont les thèmes que tous doivent s'approprier pour trouver des solutions concrètes pour plus de justice sociale.

H. Becdo

Revue UTR 56 n°8:Mise en page 1 25/06/2020 18:21 Page 5

ULR Vannes La galette des Rois

Notre tradition de la galette des Rois du début Janvier au Palais des Arts à Vannes est incontournable et une centaine de convives apprécie de se retrouver dans un climat amical. Quelques nouveaux font connaissance.

Avant la Galette, nombreux sont ceux qui ont revécu, à travers un beau diaporama, leur semaine de vacances à Ayen. A cette occasion, nous apprenons qu'il y a eu rush pour le voyage à Semur en Auxois au mois de septembre et un car de 61 places est déjà organisé.

Le mot du Président, Gildas Dréan, s'est articulé autour de deux thèmes :

- d'abord notre accord avec Laurent Berger et même notre fierté d'être à la CFDT, qui semble en ces temps troublés le seul collectif avec des paroles crédibles.
- Les élections européennes, ensuite, auront lieu au mois de mai. Nous aurons bien entendu l'occasion d'en reparler d'une manière plus claire et plus précise.

P. Clavier

Le coup d'gueule de papy !

Le dérèglement climatique a des effets curieux...

Il provoque la fonte de certains cerveaux !

Comme si la montée des eaux due à la fonte des glaciers et les autres catastrophes écologiques ne suffisaient pas ! Maintenant il va falloir faire attention à la liquéfaction des cerveaux !

Il y a déjà ceux qui veulent plus de services publics, plus d'instits, plus d'hôpitaux, mais veulent payer moins d'impôts. Il y a aussi ceux qui veulent une meilleure retraite mais qui, pendant leur vie active ont cotisé, en toute conscience, à minima, ne se sont jamais syndiqués et n'ont jamais fait la moindre journée de grève. Attention, là je ne parle pas des exploités, qui ont été à temps partiel, en chômage, en maladie, qui n'ont pas été déclarés par leur employeur... eux, c'est évident qu'ils faut augmenter leur retraite ! Je ne parle pas non plus de ceux qui n'ont pas besoin de retraite et qui vivent dans les paradis fiscaux, mais c'est un autre sujet !

Une autre variété de cerveaux déréglés vient de voir le jour dans l'est de la France. Et elle pourrait bien se propager à la Bretagne et à d'autres rond-points Rendez-vous compte : dans un traité plus ou moins secret, notre cher Macron a revendu l'Alsace et la Lorraine à nos ennemis allemands.

En effet, un nouvel accord vient d'entrer en vigueur, en 2018. Il prévoit, entre autres, côté français un développement de la langue allemande et, côté allemand un développement de la langue française. L'année du centenaire de la guerre de 14-18 ! Extrême-droite en tête, les réseaux dits sociaux n'y sont pas allés avec le dos de la baïonnette. «Trahison de nos poilus», «Quelles contreparties ?», «C'est l'Europe qui est derrière tout cela !», «Au secours, Pétain».

On a tout lu, tout entendu. En réalité, cet accord a pour but de faciliter les échanges -sociaux, économiques culturels-, qui sont déjà très nombreux des deux côtés de la frontière !

Attention, méfions nous, il paraît que dans l'ombre du Brexit, traînerait un accord plus ou moins secret de

Ils n'auront pas l'Alsace et la Lorraine !

Et la Bretagne non plus !

vente de la Bretagne à la Grande Bretagne... J'espère que cet article ne va pas mettre le feu aux poudres ni les réseaux sociaux en ébullition ! Non, je blague, mais faisons, ici aussi, attention à la fonte des cerveaux.

Papy

des équipes actives...

Le 25e congrès de l'Union Confédérale des Retraités se tiendra du 21 au 23 mai à Bordeaux.

Une délégation de l'UTR CFDT du Morbihan composée de 5 personnes se rendra au palais des congrès de Bordeaux afin de participer aux travaux concernant la résolution générale qui engagera la CFDT Retraités pour les 4 années à venir.

Les principaux chapitres de cette résolution :

• Reconnaître et promouvoir la place des retraités dans la société

• Bien vivre la retraite et acquérir des droits nouveaux

• Organiser, former, communiquer, développer

Une équipe chargée de travailler sur le projet de résolution s'est réunie le 17 janvier à Lorient.

Elle propose des amendements qui pourront être intégrés, rejetés ou viendront enrichir les débats lors du congrès.

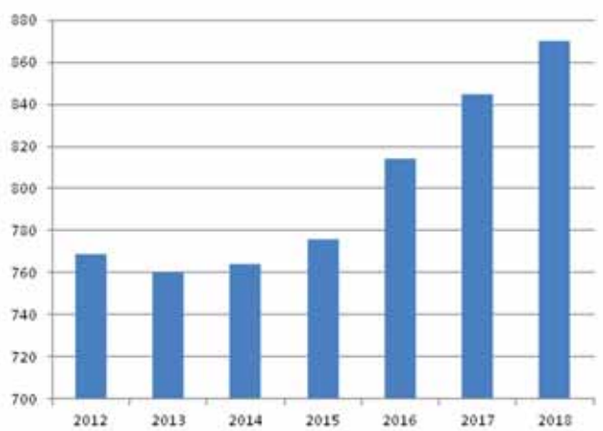
Bon congrès à la délégation Morbihannaise.

A. Perronno

Situation de l'Union Territoriale des retraités CFDT du Morbihan

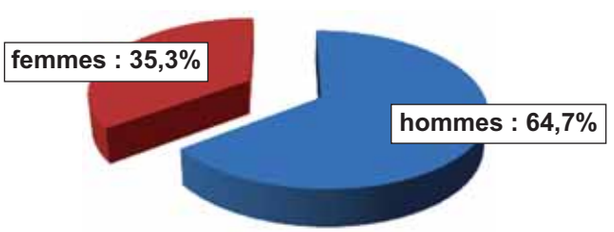
Clôture de l'exercice 2018

Evolution du nombre d'adhérents



Plus 2,95% d'adhérents pour l'exercice 2018 contre 3,80% en 2017.

Rapport hommes/femmes



Les pourcentages hommes et femmes restent stables

A. Perronno

1er et 2 mars 2019

Le "Forum Seniors" de Rennes a eu un franc succès !

Ce fut l'occasion de bons échanges... beaucoup de passages et de distributions de documentation.

Beaucoup de visiteurs ne savaient pas qu'on pouvait rester adhérent.e (quelle que que soit l'organisation syndicale) une fois à la retraite !

D'autres adhérent.es CFDT nous ont dit vouloir leurs transferts vers les retraités.

Quelques uns.es souhaitaient rencontrer leur syndicat de retraités.

Beaucoup cherchaient des renseignements sur la préparation à la retraite, et leurs droits.

Il y eut aussi quelques échanges sur les positions de la CFDT (qui, pour quelques-uns, signe n'importe quoi !)

Finalement, de bonnes journées dans la convivialité appréciées par les participants.

Evelyne Huaumé

Dans un prochain n° de votre revue préférée nous vous proposerons un article sur les aides au logement

Revue UTR 56 n°8:Mise en page 1 25/06/2020 18:21 Page 7

L'EUROPE cofinance là où les Bretons investissent

On parle aisément d'une Europe lointaine, élitiste, bureaucratique, aux choix illisibles et aux procédures obscures… La réalité contredit -au moins pour une part- ces représentations quelque peu stéréotypées. Elle ne dit rien d'une Europe voulue par les citoyens, mais elle donne à voir une Europe qui se fait.

C'est pourquoi nous présentons ici des preuves de l'engagement de l'Europe dans des réalisations, des actions concrètes, conçues par des Bretons, particulièrement dans le Morbihan (sachant qu'un espace plus large est souvent privilégié par la Région).

Un exemple concret -une crèche d'entreprise ; deux pratiques citoyennes - la Maison de l'Europe et le Mouvement européen ; la volonté de ce dernier d'aider à la réussite dans le cadre d'Erasmus ; un aperçu du programme LEADER dans le pays de Vannes. Le tout très succinct, trop peut-être, mais peut donner un aperçu de la place de l'Europe dans la vie de notre région et de notre département.

l'Europe que veut la CFDT

Exemples de réalisations avec le programme LEADER (1)

par le Groupement d'Intérêt Public du Pays de Vannes

Sur la période 2009-2015 le programme a été décliné en sous-thématiques : les services, l'emploi, l'animation enfance/jeunesse, l'agriculture et le tourisme.

SERVICES

Création d'une « équicerie »

Epicerie ambulante en attelage à cheval (Pluherlin).

Violaine Frappesauce a eu l'idée d'utiliser le cheval comme moyen de transport pour développer une épicerie mobile, complémentaire au point de vente fixe qu'elle gère à Pluherlin. Ses tournées en attelage à cheval sont animées, faisant intervenir artistes ou associations lors de ses arrêts à Rochefort-en-Terre et Pluherlin, d'avril à octobre. C'est à la fois un service marchand de proximité et un produit touristique qui entame en 2015 sa 6ème saison.

CULTURE

Muséographie du centre d'Interprétation du Patrimoine, musée marins et capitaines

Commune de l'Île d'Arz.

Musée consacré au patrimoine et à l'histoire de la vie d'une communauté insulaire, au fil des siècles, tournée vers la mer et la navigation au large et au grand large. Le musée est constitué d'une collection et d'un espace d'expositions temporaires, avec l'idée de réunir dans un même lieu les collections privées des habitants. Le souhait était en effet de mutualiser un projet de territoire en impliquant les habitants de l'île, mais également les habitants de l'agglomération, les associations du territoire impliquées dans la sauvegarde de ce patrimoine commun et multiforme. Le projet LEADER concerne la partie muséographie et le matériel d'exposition.

ENFANCE JEUNESSE

3 territoires du Pays de Vannes (Questembert Communauté, Loc'h Communauté, Arc Sud Bretagne) ont bénéficié de l'accompagnement LEADER pour des démarches de construction, réaménagement, équipement de leur Accueil de Loisirs Sans Hébergement (6 ALSH sont concernés). L'aide a souvent concerné l'équipement des centres : matériels pédagogiques, informatique, électroménager, mobilier...

AGRICULTURE

Œufs bio en mode local SCEA du Moulin de Kerbellec (Arradon).

En février 2012, un couple d'éleveurs arradonais a créé un atelier de 9000 poules pondeuses biologiques dans le but de diversifier les activités de la première exploitation (vaches allaitantes et cultures) et créer une activité de vente directe pour approvisionner les structures locales. Ils se sont lancés dans le projet d'un centre de conditionnement agréé et d'un distributeur d'œufs automatique pour un accès illimité aux consommateurs. Le premier est en marche depuis et permet d'approvisionner une clientèle variée ; le deuxième devait être à disposition des visiteurs de la ferme courant 2015.

TOURISME

Structuration de la station VTT Arc Sud Bretagne

Un stagiaire a réalisé l'état des lieux de l'existant et quantifié le travail à réaliser pour que les circuits VTT répondent aux critères du label Site VTT - Travail en partenariat avec les associations et clubs vélo, les services techniques des communes et des Communautés de communes, les chantiers nature, les prestataires de services locaux... - Création d'un topo-guide en 3000 exemplaires, achat de 12 GPS – Assistance par une société spécialisée pour l'utilisation de ces derniers. Le projet LEADER : accueil de la signalétique et sa structuration.

(1) Liaison entre Actions du Développement de l'Économie Rurale

Les articles de cette page et ceux de la page suivante sont signés Jean-Nicolas Gauchet

Revue UTR 56 n°8:Mise en page 1 25/06/2020 18:21 Page 8

Garde d'enfants

Engagement de communes du Pays de Vannes

Elven, Locmaria Grand-Champ, Saint-Gildas-de-Rhuys, Sarzeau, Le Bono ont bénéficié de l'accompagnement LEADER pour l'équipement de leur territoire pour la garde des enfants de 0 à 3 ans : étude de faisabilité et/ou équipement et/ou construction.

Plusieurs types d'équipements

Une micro-crèche inter-entreprises privée à destination des jeunes enfants des salariés des entreprises, établissements ou associations implantés sur le territoire (association implantée à Elven)

Une Maison Assistantes Maternelles ou MAM (communes de Locmaria Grand-Champ et du Bono)

Un espace ou pôle petite enfance (CCAS de Sarzeau et commune de Saint-Gildas-de-Rhuys), regroupant dans le premier cas une halte-garderie, un relais assistance maternelle et un lieu d'accueil Enfants/parents et dans le deuxième cas une micro-crèche jusqu'à 2 ans et un jardin d'enfants pour les 2-6 ans.

Un financement partagé

Durée : 6 mois à 2 ans (de l'équipement à la construction)

Etude de faisabilité : 22 000 € TTC

Équipement-aménagement :
15 000 € à 18 000 € HT

Construction :
1 350 000 € à 1 500 000 € HT

Financement territoires ruraux-Conseil régional-Conseil départemental.

Financement européen :
7 500 € à 50 000 €

Des contraintes précises et stimulantes

Quelques pratiques observées et transférables à d'autres projets de ce type :

- Pour l'ensemble des projets : la réalisation d'une étude préalable des besoins des habitants ; un recensement de l'existant afin de veiller à être complémentaire de l'offre d'accueil déjà existante sur le territoire et à travailler en partenariat par une ouverture sur l'extérieur ; une ouverture des structures en horaires atypiques (6h30-21h30 par exemple) ; en cas de construction, réflexion sur l'efficacité énergétique et ergonomique, l'accessibilité des bâtiments.

- Pour l'étude de faisabilité de la crèche inter-entreprises : actions de communication auprès des entreprises ; mise en place d'un comité de pilotage composé des membres du bureau de l'association, de la directrice de la future crèche, de la coordinatrice du club entreprises, des chefs d'entreprises /DRH partie prenante du projet, d'un conseiller en communication, de la coordinatrice du projet et du chef du projet ; réunions participatives (salariés/parents-utilisateurs/partenaires institutionnels) menées pour la conception du bâtiment en vue de l'élaboration d'un cahier des charges.

Témoignage à la crèche d'Elven :

« Sabrina, Steve, parents salariés »

« Il y a certaines villes où il est très difficile de trouver une garde d'enfants, et ici ils ont été directement super-adaptés… Et aussi, si on a des heures sup, on passe un coup de fil... ».

C'est une structure qui touche une soixantaine de familles, avec repas bio, bilinguisme anglais-français et des repas bio cuisinés sur place…

Zack « est content de venir ici, il ne rechigne en rien... »

l'Europe que veut la CFDT

Qui sont :

- **Les Maisons d'Europe ?**
- **Le Mouvement Européen ?**

Les Maisons de l'Europe sont des associations nées d'un mouvement de citoyens à la fin des années 1940, dont le but était de tisser des liens entre des peuples autrefois ennemis, et de faciliter la réconciliation après la Seconde Guerre mondiale.

Aujourd'hui, les Maisons de l'Europe se veulent des relais entre les institutions européennes et les citoyens. L'objectif est de permettre à ceux-ci de prendre conscience des enjeux et du rôle de l'Union, d'en mesurer l'impact dans nos vies quotidiennes, et de pouvoir en débattre et décider en connaissance de cause.

Maison de l'Europe du Morbihan Bretagne Sud

Président :
François-Xavier CAMENEN

Maison des Associations
31 rue Guillaume le Bartz
56 000 VANNES

Tél : 02 97 47 28 73/ 06 47 62 34 77

maison.europe.56@gmail.com
www.scoop.it/u/maison-de-l-europe-morbihan

Le Mouvement Européen – Morbihan est une section locale du Mouvement Européen – France qui réunit les militants du département pour faire vivre le débat sur l'Europe.

Localisation : Vannes
Email : ctabiasco@yahoo.com
Site web : https://www.mouvementeuropeenmorbihan.com/

Revue UTR 56 n°8:Mise en page 1 25/06/2020 18:21 Page 9

Rencontre avec Roger Briesch

Un militant européen de la première heure nous parle de «son» Europe

l'Europe que veut la CFDT

Jean-Paul Steunou : *Aujourd'hui, à quelques semaines du scrutin, quels sont pour toi les enjeux des élections?*

Roger Briesch : Aujourd'hui j'ai mal à l'Europe ! Je crains une déculottée électorale mémorable... Pour moi, les enjeux prioritaires sont les enjeux sociaux. Ils sont directement liés aux enjeux politiques et ils risquent d'être mis à mal si le parlement européen est dirigé par des nationalistes.

Sur le volet social, le CESE (Conseil Économique et Social Européen) est actif, mais soyons vigilants. Il a tendance à s'endormir ! Il n'y a plus beaucoup de dialogue social. Nous sommes loin de l'époque où Jacques Delors, au lendemain d'une importante négociation, pouvait dire à la délégation patronale : *« Vous étiez d'accord pour négocier mais vous avez tout bloqué. Si vous n'avancez pas, je dirai qui sont les responsables de cet échec... »*. Les patrons européens ont reculé !

JPS : *Et les relations internationales, où en est l'Europe ?*

Roger Briesch : Les attaques contre l'Europe ne datent pas de l'arrivée de Trump au pouvoir. Dès la création de la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) nous avons été pris en tenaille entre les USA à l'ouest et l'URSS à l'est.

Actuellement, nous sommes presque revenus à l'époque de la guerre froide et si les nationalistes l'emportent aux prochaines élections, ce sera encore pire ! Déjà, actuellement, nous sommes à 27 et incapables de parler d'une seule voix... Seize pays européens sont en relation étroite avec la Chine, c'est les "16 + 1". Il est évident que les USA, la Russie et la Chine n'ont aucun intérêt à ce que l'Europe prenne leur place au niveau économique ! Elle en aurait pourtant la capacité. Trump et Poutine l'ont parfaitement compris. En désignant l'Union comme leur adversaire, ils ont pour but de l'affaiblir, de l'isoler et, si possible de la faire disparaître.

JPS : *L'histoire se répète ?*

Roger Briesch : Historiquement, il y avait toujours la volonté d'avoir, à côté du volet industriel et économique, une dimension sociale et démocratique. Ce fut le cas au moment de la mise en place du marché unique et de la PAC (Politique Agricole Commune). Nous avions une ligne de conduite : dans chaque négociation il faut un volet social !

C'est Giscard qui, en rejetant le projet constitutionnel du Traité de Nice, a permis la mise en place du Conseil des ministres européen. C'est ce Conseil qui a le pouvoir réel. Ce sont donc, en réalité, des politiques désignés et non des élus qui dirigent l'Europe ! Pourtant, la convention issue du Traité de Nice avait un bon contenu social.

JPS : *Et l'armée européenne, elle est réalisable ?*

Roger Briesch : En 1955-56, c'est la France qui propose la mise en place du CED (Conseil Européen de Défense) mais c'est aussi la France qui l'a torpillé. C'est comme cela que l'OTAN l'a remplacé. Aujourd'hui, l'idée d'une armée européenne fait progressivement son chemin et c'est une bonne chose. Cependant, ce n'est pas encore gagné car les enjeux de compétition industrielle à travers la fabrication et les ventes d'armes sont immenses.

Il faudrait donner la possibilité, à l'intérieur de l'Europe, à ceux qui veulent aller plus loin et plus vite, de s'organiser sans remettre l'unité en cause. C'est le cas, par exemple, pour une armée européenne avec les États qui sont d'accord.

JPS : *La Turquie peut-elle entrer dans l'Union ?*

Roger Briesch : Les négociations avaient commencé vers 1990. Un processus avait été engagé pour l'intégration de la Turquie aux valeurs de l'Europe. A l'époque, la Turquie était un État laïc et démocratique. Pour des raisons différentes, certains États y ont mis des freins. Les premiers, les Anglais, mais aussi et c'est curieux, les pays scandinaves qui ont eut peur que leur système de

Carte de visite de Roger Briesch...

Roger a commencé à militer en Lorraine, dans la sidérurgie. Secrétaire général du syndicat CFDT Sidérurgie Lorraine de 1965 à 1971, il a eu de nombreuses fonctions nationales, à la FGMM-CFDT, à la Confédération où il a été chargé de la politique internationale. Il a aussi été secrétaire général adjoint de l'UCR. Au niveau européen il a siégé et eu des responsabilités à la CES (Confédération Européenne des Syndicats), à la CISL (Confédération Internationale des Syndicats Libres), au BIT (Bureau International du Travail), au CESE (Comité Économique et Social Européen) dont il est devenu président puis vice-président. Il est actuellement président de l'Association des anciens élus du CESE.

Inégalité, pauvreté, de quoi parlons-nous ?

En France aussi, il y a des gens qui souffrent de la pauvreté, mais n'oublions pas que sur la planète :

- ❑ 1 milliard d'humains vivent avec 1 € par jour
- ❑ et 3 milliards avec 2 € par jour
- ❑ En Europe les subventions de la PAC sont de 2 € par jour et par vache !
- ❑ 11 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année de maladies évitables

La bombe atomique fut l'arme de destruction massive du 20e siècle, la pauvreté sera le grand danger du 21e siècle.

Roger Briesch

négociations soit remis en cause... C'est l'Europe qui a mis des freins à l'entrée des démocrates turcs dans l'Union. Comme le dit Daniel Cohn-Bendit, « les démocrates turcs voulaient entrer dans l'Union pour se protéger des islamistes et c'est l'Europe qui a créé Erdogan ! ». Je suis d'accord avec son analyse.

***JPS :** Et maintenant, quel avenir vois-tu pour l'Europe ?*

Roger Briesch : Junker nous parle beaucoup de « socle commun des droits ». Ce n'est que de l'affichage, en réalité les États restent libres. C'est un acquis qu'il faudra améliorer, mais ce n'est pas une réelle avancée. Le danger de blocage persiste donc sérieusement.

Concernant le Brexit, je pense que la responsabilité de la Grande-Bretagne est totale. Elle doit s'en prendre à elle-même car c'est elle qui, dès le début, a tout bloqué en imposant la règle de l'unanimité. Elle s'est distinguée par son refus permanent de tout progrès social, alimentant ainsi la montée du désamour pour l'Europe.

Aujourd'hui l'Europe est un nain politique qui n'existe pas au niveau mondial. La relance passe impérativement par l'élection d'une majorité démocratique et réellement européenne, la plus large possible. C'est le seul moyen pour sortir du carcan des déclarations creuses, édulcorées, frileuses, motivées par la recherche d'un consensus au rabais pour tenter de maintenir un équilibre à minima.

La CFDT a une grande responsabilité dans cette possible victoire. Aujourd'hui, le fonctionnement démocratique ne s'appuie plus réellement sur le débat. L'individu est trop souvent seul devant son poste de télé qui lui assène ses vérités. Comment peut-il faire la part des choses s'il n'est pas engagé dans une association, dans un syndicat ? La CFDT, ses militants et ses adhérents, en votant, doivent jouer pleinement leur rôle de « corps intermédiaire ».

Cette élection est celle de tous les dangers, elle peut être celle de l'espoir si elle s'appuie sur des objectifs politiques, économiques et sociaux crédibles, compris et partagés. En effet, le désamour de l'Europe reste vivace. La montée en puissance, dans tous les pays, des populistes et autres nationalistes de tous poils est pour le moins inquiétante. N'oublions pas, au moment de voter, qu'ils ont un objectif commun : rendre l'Union inopérante et s'attaquer à son existence !

Il faut reprendre la démarche initiale des « pères fondateurs » et relancer la grande idée de réunir les peuples. Jean Monnet affirmait : *«on ne réunit pas des Etats, mais des Hommes»*. Rappelons-nous que c'est pour mettre fin au fascisme, au nazisme et autres dictatures, aux guerres, conséquences de la montée des populismes et des nationalismes, que l'Union Européenne a été mise en place !

(propos recueillis par JP Steunou pour les revues des UTR du Morbihan et de Moselle)

L'Aquarius et l'Europe, que d'hypocrisie !

L'affaire de l'Aquarius a été un révélateur qui a mis l'Union européenne en grand danger. Il a suffi d'un bateau, refusé, rejeté, pour que nos égoïsmes, notre lâcheté nous sautent à la figure, nous impactent, nous interpellent, nous mettent mal à l'aise... Un bateau pour mettre cruellement à nu l'hypocrisie, la complicité de l'Union et, à des degrés divers, la majorité des États membres. Mon pays, qui, plutôt que de se montrer généreux, compatissant, s'est réfugié derrière un texte lui permettant (à tort) de se défausser sur l'Espagne...

Né en 1932, j'ai connu la guerre et l'évacuation. Se retrouver sur la route avec une charrette, la détresse des parents... J'avais 12 ans. Je n'ai jamais oublié ce cultivateur qui nous a ouvert sa grange pour une nuit et donné de quoi manger... J'ai eu la chance de connaître cette générosité simple, n'en serions nous plus capables ?

On n'arrêtera pas les migrations. Guerres, climat, faim, misère et dictatures en sont les causes. Voyons la réalité en face. Là-bas c'est le manque d'eau, ici c'est l'eau potable dans les toilettes, le gaspillage ; il faut laver les bagnoles et arroser la pelouse. Tous coupables, mais l'attitude de certains pays de l'Est, qui ont bénéficié et bénéficient toujours de la solidarité intracommunautaire me révulse. Ces pays où l'immigration est quasi nulle profitent des largesses de l'Union mais refusent cette solidarité aux autres. Ils font le nid des réactionnaires...

R. B.

l'Europe que veut la CFDT

Roger avec son ami Jacques Chérèque

PRINCIPAUX FONDS EUROPÉENS

FEADER : Le fonds européen agricole pour le développement rural co-finance des projets liés aux mutations de l'espace rural et de l'agriculture.
Bénéficiaires : entreprises, associations, organismes publics ou particuliers
FEDER : Le fonds européen de développement régional accompagne les projets qui renforcent la compétitivité et l'attractivité des régions.
Bénéficiaires : entreprises, organismes publics ou associations.
FSE : Le fonds social européen aide les projets locaux, régionaux et nationaux qui améliorent les niveaux d'emploi, leur qualité et l'inclusion sur le marché du travail.
Bénéficiaires : La Région Bretagne commande aux organismes de formation des prestations pour les demandeurs d'emploi ; entreprises, associations, organismes publics.
FEAMP : Le fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche soutient les filières pêche et aquaculture, ainsi que le développement littoral.
Bénéficiaires : entreprises, associations ou organismes publics.

Revue UTR 56 n°8:Mise en page 1 25/06/2020 18:21 Page 11

CHARLES GARREC

Une vie de militant bien remplie !

Charles à l'AG de l'UTR 56 pour les 50 ans de mai 68

Charles Garrec est né en 1925 à Hennebont. Son père est maçon ; sa mère exerce différents métiers. La famille, quatre personnes, vit dans une seule pièce. Il n'y a aucun confort, ni eau courante, ni toilette (le WC est dans la cour).

Charles réussit son certificat d'études à 11 ans, suivi d'une année en cours supérieur. Il entre à l'école professionnelle Saint Joseph de Lorient, rue du Couëdic. Tous les jours aller et retour en car. Faute de place à la cantine, il mange le midi dans une «gargote» rue du Port.

Pendant la guerre premier contact avec le monde du travail

Puis arrive la seconde guerre mondiale avec l'occupation allemande et le gouvernement de Vichy. Pendant l'été 1940 il travaille dans une conserverie de légumes. Ce fut son premier contact avec le monde du travail.

A la fin de 1940 il rentre comme apprenti forgeron sous contrat à la Forge de Toul Douar à Hennebont. En 1941 il passe avec succès le concours d'entrée à l'école des apprentis de l'Arsenal. Travailler à l'Arsenal avait les faveurs de la population locale : c'était un emploi garanti pour toute la carrière. À la fin de l'année 1941, il connaît un gros problème de santé : il est reconnu inapte à l'arsenal en 1942. Grosse déception pour Charles !

A l'AG de Lorient le 5 avril 2018

En 1943 Lorient connait de violents bombardements : la ville est détruite à 90 %. La population se réfugie dans la campagne environnante. Il se retrouve à Languidic, dans une ferme, avec sa famille. Charles met à profit son séjour pour préparer le concours des PTT, qu'il réussit. Cinq mois de formation à Paris comme agent des installations aux lignes et il retrouve le Morbihan. Muté à Auray, il travaille aux relations avec les abonnés. A la sortie de la guerre, tout le réseau téléphonique est à reconstruire. Il adhère à la CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) en 1946. Un certain Roger Valadou (comme Charles, à la CFTC), le marque pendant son stage parisien. À Auray il rencontre Jacques David, collègue de travail avec qui il milite à la CFTC, syndicat basé à Vannes.

Comme beaucoup de militants CFTC, il est passé par la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) sur Hennebont : une bonne école de formation pour la réflexion et la discussion.

En 1947 il est muté à Lorient au central du quai des Indes où il retrouve Jacques David. La CFTC est implantée principalement chez les téléphonistes, les «dames du manuel». Sa collectrice est Mademoiselle Lanoë. La CFTC est peu présente dans le service de Charles ; la CGT largement majoritaire. Avec le temps, la CFTC s'étoffe localement avec la venue des postiers. Vannes suit la même démarche.

De grève en grève Charles est de toutes les luttes

La grève de 1953 des fonctionnaires contre les décisions du gouvernement LANIEL le prend au dépourvu ; c'était pendant les vacances d'été. Il s'engage fortement dans cette grève. Tous les secteurs

de la fonction publique sont concernés : le gouvernement veut reculer l'âge de départ à la retraite… déjà ! Des assemblées générales se tiennent à la Bourse du travail, en baraquement, au champ de manœuvre. Les négociations entre le gouvernement et les fédérations syndicales sont suivies de près.

Son souvenir : une grande solidarité qui se manifeste par des dons en nature et en espèces. Son regret : ne pas avoir agi localement sur les questions locales. La grève fait reculer le gouvernement sur l'âge du départ à la retraite. La titularisation des auxiliaires et des améliorations salariales sont obtenues.

La CFTC devient CFDT

La CFTC se développe avec de nouveaux adhérents sur Lorient et Vannes dans les bureaux de poste. Charles suit l'évolution de la CFTC en CFDT en 1964. Les discussions sont nombreuses pour aboutir finalement à l'acceptation majoritaire des adhérents ; très peu resteront à la « CFTC Maintenue ».

Dans la branche technique de son service, les agents se battent pour obtenir une amélioration de leur carrière. La mutation technologique est en cours : dans les télécoms on passe alors du central manuel au central semi-automatique. Le secteur technique dont il dépend prend une place importante. Il est responsable de la section des techniciens au Quai des Indes et ensuite à Lanveur, siège du CPE (Centre Principal d'Exploitation).

Il anime deux autres grèves aux PTT, en 1968 et en 1974. En 1968, grève nationale interprofessionnelle et intersyndicale : les relations sont tendues avec la CGT, mais la solidarité financière est très importante. La CFDT se développe : de nombreuses sections syndicales voient le jour. Les PTT ont décentralisé les DAAT (Direction Approvisionnement des Télécoms) à Caudan avec la création des ATC (Ateliers Centraux de Lanester). Une unité qui a compté 700 salariés. Rappel : les forges d'Hennebont ferment en 1967. La CFDT contribue au reclassement des ouvriers des forges aux ATC. Un grade spécifique est créé pour ces ouvriers afin qu'ils puissent être embauchés aux PTT sans concours. Il est aligné sur la convention collective de la métallurgie parisienne. Des dizaines d'ouvriers des forges sont ainsi reclassés sur place.

La maison des syndicats s'ouvre en 1971 à Cosmao Dumanoir. Daniel Martin, secrétaire de l'UD prend une grande place dans l'organisation et l'animation de la CFDT pendant cette période.

Mai 68, manif monstre à Lorient...

En 1974, grève nationale dans les PTT à cheval sur novembre et début décembre. De nombreuses revendications sont avancées dont les principales conséquences sont la création de nombreux emplois, la titularisation des auxiliaires, la diminution du temps de travail, l'étalement des congés annuels sur 4 mois, le droit syndical, l'amélioration des conditions de travail, etc. La Fédération CFDT des PTT écrit un livre relatant cette grève : «Des idiots par milliers».

Charles à la journée des adhérents le 16 novembre 2017

En retraite, mais toujours présent !

En 1980, à 55 ans Charles fait valoir ses droits à la retraite, grâce à ses 15 années de service actif. Dans la foulée il intègre la section locale interprofessionnelle des retraités CFDT de Lorient. Léon Moru ainsi que Jean Le Bihan en sont les animateur.

Mathurin Chauvel, doyen de la section, tient les permanences du samedi. Charles prend la responsabilité de la trésorerie, assisté de Pierre Le Roux. Le travail de secrétariat est très important : expédition de la presse syndicale, tenue des fichiers adhésions, convocations aux différentes réunions. Tout le travail est manuel !... Puis l'ordinateur arrive : il faut s'adapter !... Charles occupe le poste de trésorier de l'UTR (Union Territoriale des Retraités) pendant des années, Michel Rozé lui succède dans les années 2000.

Charles est toujours à la section F3C (Culture, Conseil, Communication) qui succède aux PTT à l'ULR de Lorient. Il participe toujours aux réunions de la section F3C et aux rencontres de secteur de l'ULR. Il est le doyen de la section et adhérent depuis 1946.

Pierre Chauviré et René Lamezec

Retraités du Morbihan **Trimestriel de l'UTR CFDT du Morbihan**
78, bld Cosmao Dumanoir - CS 60235-56102 Lorient Cedex - Tél. 0297880285 - revueutr56cfdt@free.fr
Directrice de la publication : Evelyne Huaumé *Rédacteur en chef :* Jean Paul Steunou *Secrétaire de rédaction :* Jean-Nicolas Gauchet
CPPAP *en cours* - ISSN *en cours* - *Impression :* Icônes - 735 rue J A Gabriel 56850 Caudan - Abonnement : 1 an : 6 € ; le n° : 2 €